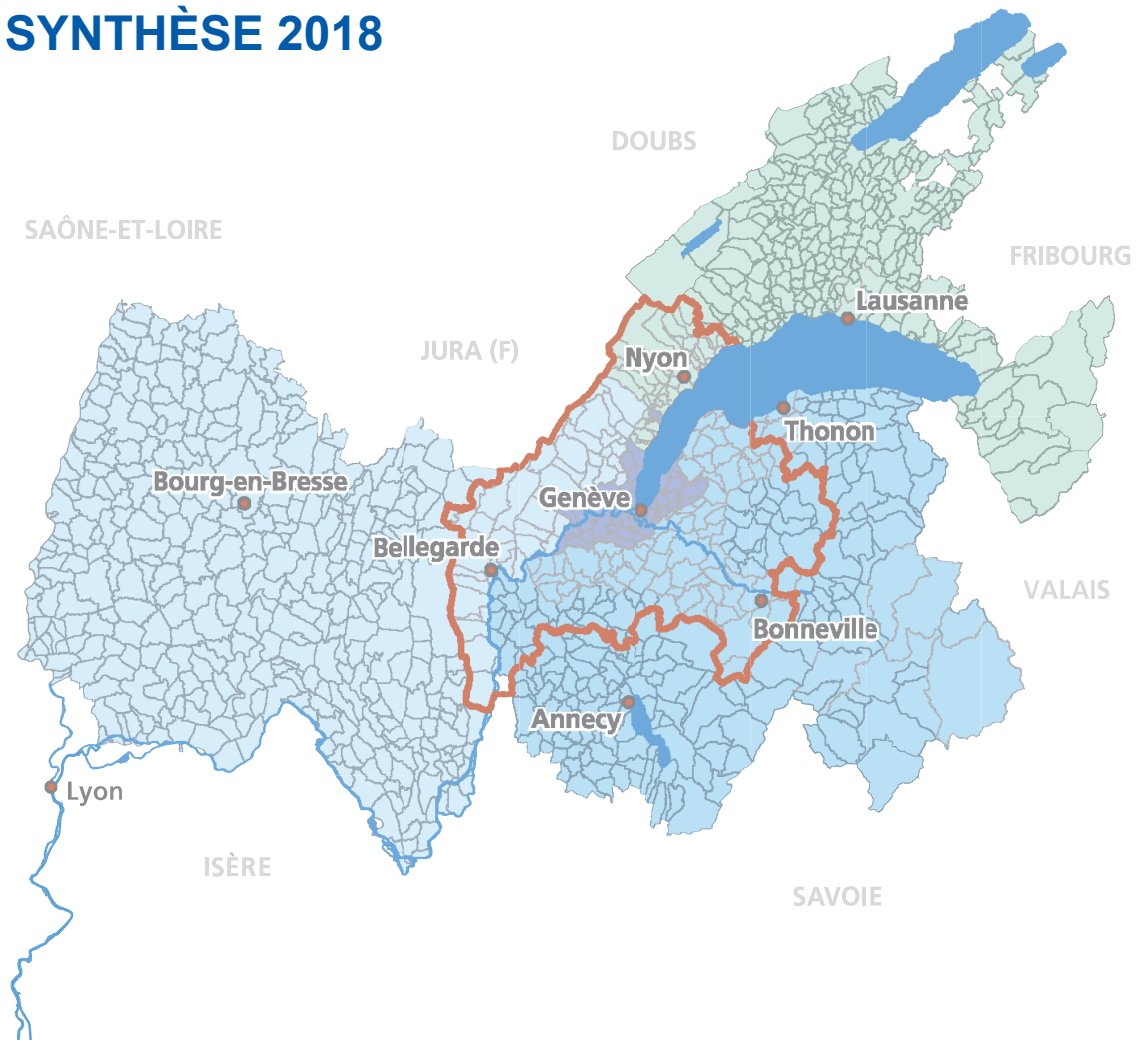




OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER

## SYNTHÈSE 2018



**Ain - Haute-Savoie – Genève - Vaud**



# OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER

## SOMMAIRE

<b>En bref</b>	<b>5</b>
<b>Territoires observés</b>	<b>6</b>
<b>1. Population</b>	<b>8</b>
<b>Démographie</b>	<b>8</b>
<b>Conditions de vie</b>	<b>11</b>
<b>2. Marché du travail</b>	<b>12</b>
<b>Emploi et établissements</b>	<b>12</b>
<b>Frontaliers et navetteurs</b>	<b>14</b>
<b>Chômage</b>	<b>17</b>
<b>3. Logement</b>	<b>20</b>
<b>Chiffres clés</b>	<b>25</b>
<b>Liste et sources des graphiques et des cartes</b>	<b>26</b>



## EN BREF

Début 2015, l'Espace transfrontalier genevois abrite 988 900 habitants. Depuis 1999, sa population augmente régulièrement, au rythme de 1,6 % par an en moyenne. C'est une croissance démographique très dynamique au regard de celle observée en Suisse (+ 0,9 %) et en France métropolitaine (+ 0,6 %). Elle est alimentée pour les deux tiers par des mouvements migratoires. Par la présence d'entreprises et d'organisations internationales, Genève continue d'attirer des personnes de toutes provenances géographiques.

Les mouvements migratoires du canton de Genève vers la périphérie de l'agglomération ne cessent de s'amplifier depuis l'entrée en vigueur des accords bilatéraux. Cela participe à l'augmentation du nombre d'habitants dans le district de Nyon et la zone d'emploi du Genevois français, l'excédent des naissances sur les décès y contribuant par ailleurs. En 2014, 21 800 personnes sont venues s'installer dans le Genevois français, dont 4 000 qui résidaient auparavant en Suisse voisine.

En 2015, ce sont quelque cent-vingt communes françaises qui voient au moins un quart de leurs actifs en emploi partir travailler dans le canton de Genève chaque jour. Fin 2017, plus de 82 000 frontaliers étrangers actifs participent à l'activité économique du canton. Ce chiffre est en augmentation constante, même si la hausse a été un peu moins forte entre 2016 et 2017.

Durant l'année 2016, la croissance de l'emploi dans le Territoire franco-valdo-genevois repart sur un rythme soutenu. Elle rebondit nettement dans le canton de Vaud. La reprise se confirme également en France : l'Ain et la Haute-Savoie maintiennent le cap de l'année précédente, et 2017 semble prolonger ce mouvement de hausse. Le chômage diminue légèrement côté suisse et décroît fortement en France. Au dernier trimestre 2017, le taux de chômage dans le Genevois français s'établit à 6,8 %, en recul de 0,8 point en un an. En revanche, le nombre de chômeurs transfrontaliers continue de progresser, avec l'essor du travail transfrontalier. Le nombre d'actifs résidant dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie et exerçant une activité professionnelle en Suisse augmente en effet de 4,4 % par an en moyenne dans la période récente.

En 2017, l'activité dans la construction de logements dans l'Espace transfrontalier est au plus haut. L'augmentation des mises en chantier est vive dans le Genevois français. La production de logements est surtout très dynamique dans le canton de Genève. Un peu plus de 2 600 constructions y ont démarré en 2017, contre 1 500 en moyenne au cours des années 2000 à 2016. Le nombre de logements en cours de construction fin 2017 y atteint un niveau jamais enregistré depuis 1989.

# TERRITOIRES OBSERVÉS








L'OST s'attache à décrire la région transfrontalière selon deux périmètres. Le plus restreint, l'« Espace transfrontalier genevois », inclut, côté Suisse, le canton de Genève et le district de Nyon et, côté France, la zone d'emploi du Genevois français. Il s'insère dans un ensemble institutionnel de référence, constitué des cantons de Genève et de Vaud et des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, nommé le « Territoire franco-valdo-genevois ».

La zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Les déplacements domicile-travail appréhendés de commune à commune constituent la donnée de base pour la détermination de ce zonage. Pour le Genevois français, les flux vers la

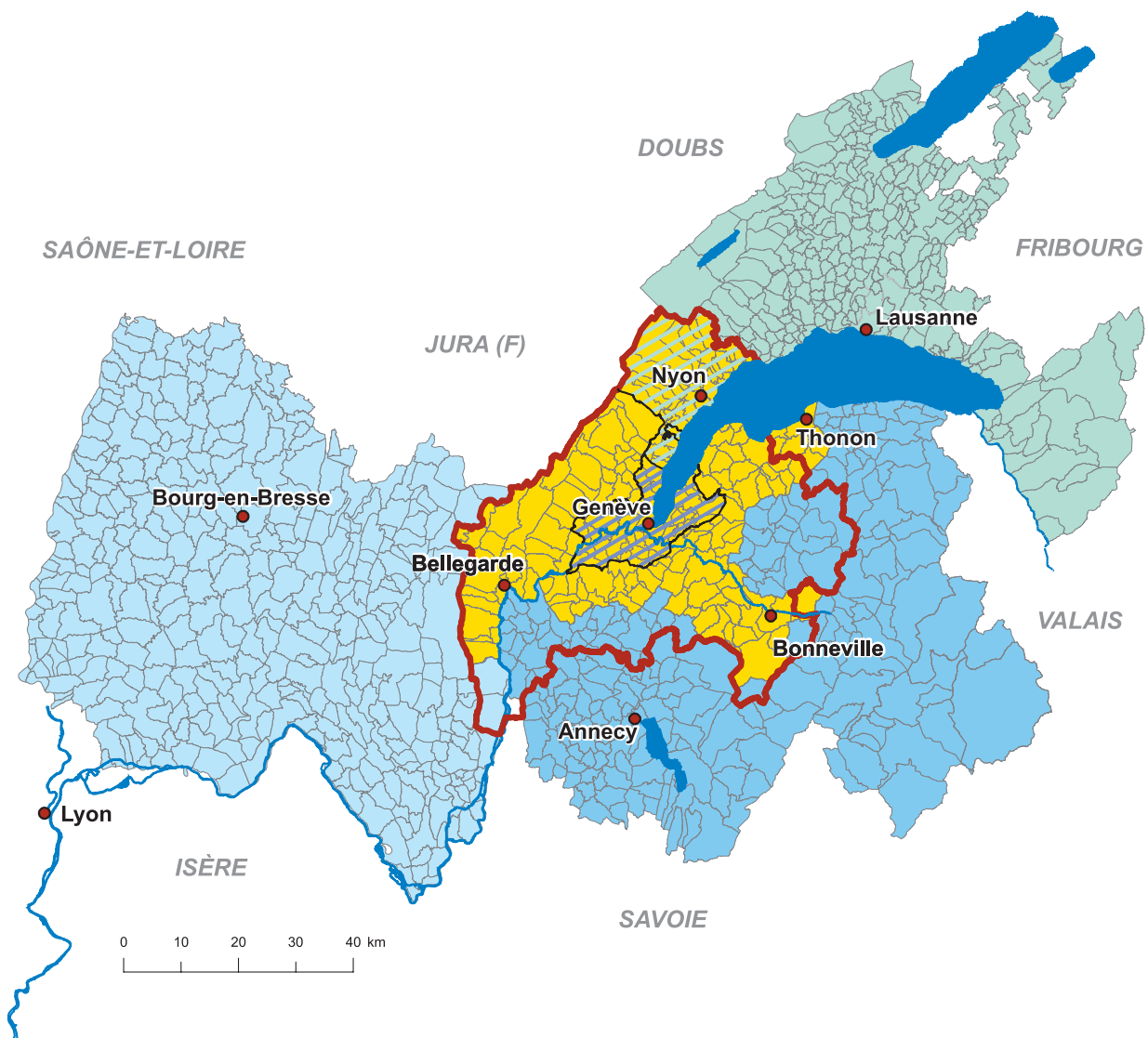
Suisse ont été pris en compte. Ce découpage du territoire est particulièrement adapté aux études locales sur l'emploi et le tissu productif.

Depuis 2012, le Projet d'agglomération franco-valdo-genevois se nomme « Grand Genève ». Les communes incluses dans le « Grand Genève » se trouvent toutes dans le « Territoire franco-valdo-genevois » défini par l'OST. Seules huit communes du « Grand Genève » ne se trouvent pas dans l'« Espace transfrontalier genevois » : Allinges, Anthy-sur-Léman, Armoy, Lyaud, Margencel, Orcier, Thonon-les-Bains et Marignier. Les territoires du « Grand Genève » et de l'« Espace transfrontalier genevois » sont comparables aussi bien en termes de population que de dynamisme démographique.

# Territoire franco-valdo-genevois

-  Espace transfrontalier genevois
-  Canton de Genève
-  District de Nyon (canton de Vaud)
-  Reste du canton de Vaud
-  Reste du département de l'Ain
-  Reste du département de la Haute-Savoie
-  Grand Genève

Source : OST, Grand Genève



# POPULATION

## Démographie

### La population du Territoire franco-valdo-genevois en forte croissance

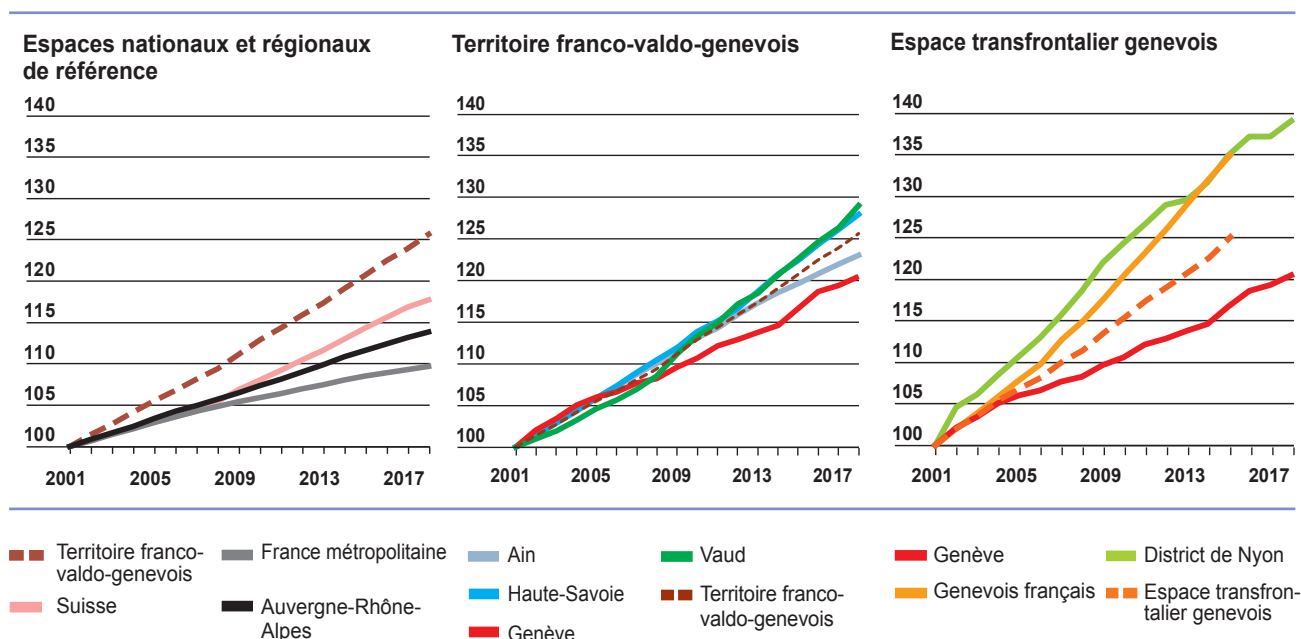
Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, la population du Territoire franco-valdo-genevois s'élève à 2 734 000 habitants. Depuis 2007, près de 349 000 habitants supplémentaires sont venus peupler cette zone transfrontalière, constituée des cantons de Genève et de Vaud ainsi que des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie. La croissance démographique évolue à un rythme soutenu, de l'ordre de 1,4 % par an en moyenne durant les dix dernières années, contre 1,2 % en Suisse et 0,5 % en France métropolitaine.

Le canton de Vaud et la Haute-Savoie enregistrent les hausses les plus élevées, respectivement 1,7 % et 1,5 % par an depuis 2007. L'Ain (+ 1,2 %) et le canton de Genève (+ 1,0 %) connaissent aussi une croissance dynamique, mais plus modérée.

Par rapport aux années 1999 – 2007, la croissance s'intensifie dans la partie vaudoise, reste stable en Haute-Savoie, tandis qu'elle fléchit légèrement dans l'Ain et le canton de Genève.

Au cours de la période 2007 – 2017, la contribution du solde migratoire (différence entre les arrivées et les départs) à la croissance démographique du Territoire franco-valdo-genevois s'élève à deux tiers. Le tiers restant est dû au solde naturel (différence entre les naissances et les décès). Selon le territoire, la composante migratoire contribue plus ou moins fortement à la croissance. Elle a un impact particulièrement important dans le canton de Vaud où les migrations assurent 77 % de la croissance du canton. La proportion atteint 61 % dans le canton de Genève et dans l'Ain, contre 59 % en Haute-Savoie.

G 01 - Evolution de la population depuis 2001 (janvier 2001 = 100)



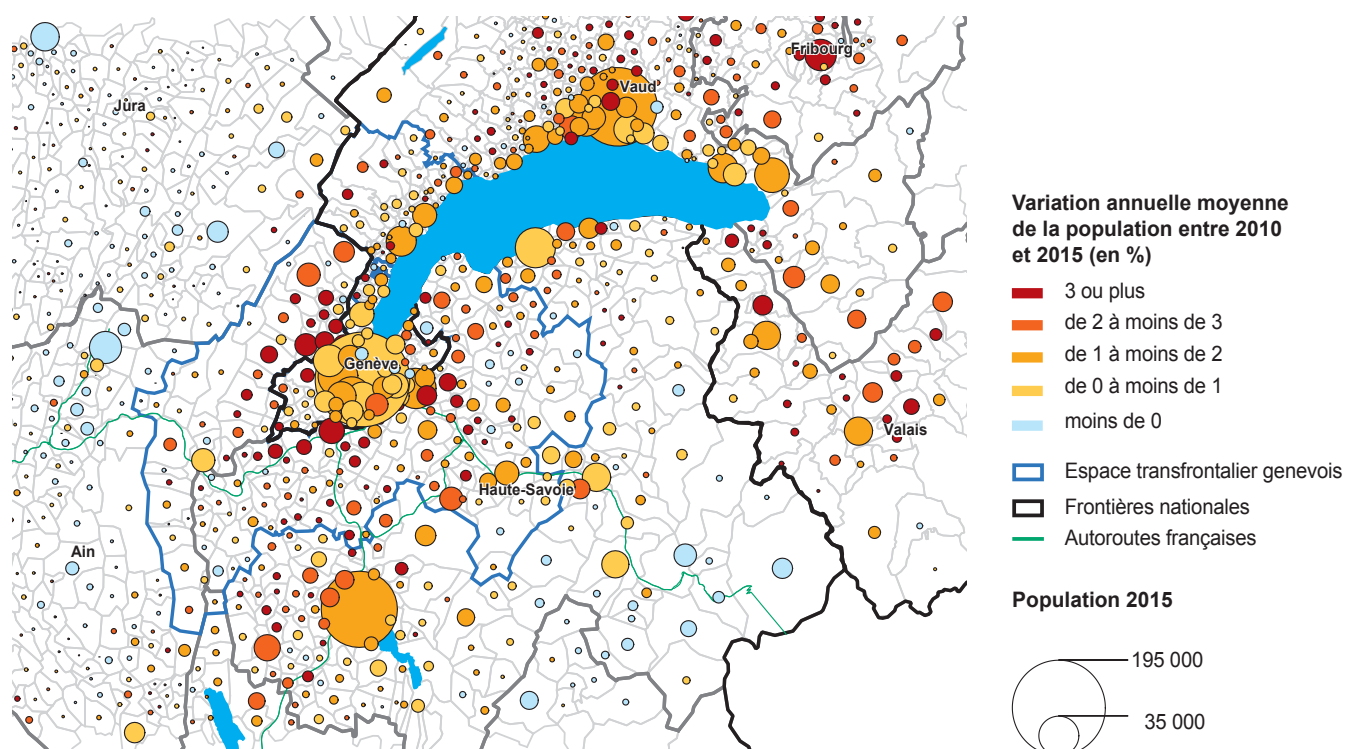


Au sein du Territoire franco-valdo-genevois, l'influence de la métropole genevoise est particulièrement forte dans un espace resserré autour des frontières du canton de Genève. L'Espace transfrontalier genevois réunit le canton de Genève, le district de Nyon et la zone d'emploi du Genevois français. Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, 988 900 personnes y résident. La partie suisse groupe près de six habitants sur dix (canton de Genève : 482 600 personnes ; district de Nyon : 93 200). Entre 2010 et 2015, la population de l'Espace transfrontalier a augmenté de 1,6 % par an en moyenne. Le Genevois français connaît une croissance démographique hors norme depuis plusieurs années. Sa population augmente de 2,3 % par an en moyenne entre 2010 et 2015, un rythme inégalé en France. Le solde migratoire contribue pour 1,6 % à la croissance annuelle moyenne observée. Ce renouvellement de la population contribue à la jeunesse du territoire et, indirectement, entretient aussi un fort excédent naturel. Côté suisse, le district de Nyon voit également sa population s'accroître fortement entre 2010 et 2015 : 1,7 % par en moyenne chaque année. À Genève, la croissance est plus modérée (+ 1,1 %).

La très grande majorité des communes de l'Espace transfrontalier sont en situation de croissance démographique. Neuf communes sur dix gagnent des habitants entre 2010 et 2015. Côté français, celles situées autour de Saint-Julien-en-Genevois, à l'image de Vulbens (+ 1 520 habitants, + 9,5 % en moyenne annuelle) et dans le Pays de Gex enregistrent une croissance particulièrement soutenue. Côté suisse, les communes dont la population augmente le plus rapidement sont Chavannes-des-Bois (+ 290 habitants, + 9,2 %) pour le district de Nyon et Chancy (+ 460 habitants, + 7,0 %) pour le canton de Genève.

Même si la croissance démographique se diffuse sur une large partie du territoire, les disparités de peuplement restent fortes au sein de l'Espace transfrontalier genevois. Très dense en son centre, celui-ci présente un visage plus rural au sud-ouest du Genevois français, à proximité du Chablais ou au nord du district de Nyon. En 2015, l'Espace transfrontalier abrite 380 habitants par km<sup>2</sup>. Le versant français (200 habitants par km<sup>2</sup>) reste moins dense que le district de Nyon (300) et le canton de Genève (1 960).

### C 01 - Population par commune et variation annuelle moyenne 2010-2015



## En un an, près de 22 000 nouveaux arrivants dans le Genevois français

La zone d'emploi du Genevois français connaît des arrivées de population importantes. Le nombre de personnes qui se sont installées au cours de l'année 2014 représente ainsi 5,3 % de la population de la zone. Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, 21 760 personnes habitant dans le Genevois français n'y résidaient pas un an plus tôt. La majorité d'entre elles étaient déjà domiciliées en France métropolitaine (64 %). Près de 1 500 vivaient par exemple dans la zone d'emploi d'Annecy, environ 1 200 dans celle de Lyon, ou encore un millier dans celle du Chablais ou de Paris. De nombreuses personnes arrivent aussi de l'étranger : 7 770, dont 4 000 de Suisse.

Les migrations induisent un renouvellement important de la population dans le Genevois français et font évoluer sa composition sociodémographique. En comparaison de celles déjà établies, les personnes nouvellement installées sont relativement jeunes et se situent dans la première partie de leur vie active. Ainsi, 60 % des arrivées en provenance de France métropolitaine et 45 % de celles en provenance de Suisse concernent des personnes âgées de 20 à 39 ans, alors que cette classe d'âges ne représente que 28 % de la population du Genevois français.

Une partie de ces mouvements est directement liée aux perspectives d'emploi avantageuses offertes dans le bassin lémanique. En 2015, 56 % des nouveaux arrivants sont des personnes en

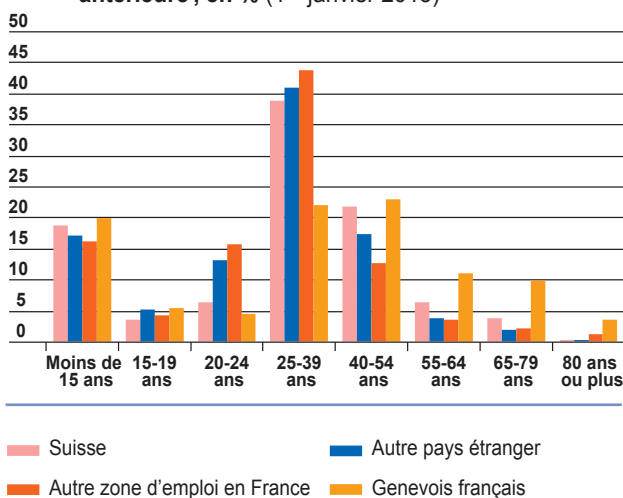
emploi dont la moitié déclare exercer leur activité professionnelle en Suisse. Les nouveaux résidents venus de Suisse sont à la recherche de conditions d'habitat plus favorables et conservent souvent leur emploi de l'autre côté de la frontière. Près de la moitié (45 %) des ménages arrivés de Suisse occupent une maison. En outre, 57 % d'entre eux sont propriétaires l'année suivant leur installation. Les personnes arrivant de Suisse sont moins nombreuses à justifier d'un niveau d'études supérieures : 5 points de moins par rapport à celles venant du territoire français. Les plus diplômés étant ceux qui arrivent d'un autre pays étranger (55 %).

Parmi les ménages arrivant de France ou de pays autres que la Suisse, huit sur dix occupent un appartement ; ils sont aussi bien plus rarement propriétaires de leur logement (14 %).

## Baisse des émigrés du canton de Genève depuis 2016

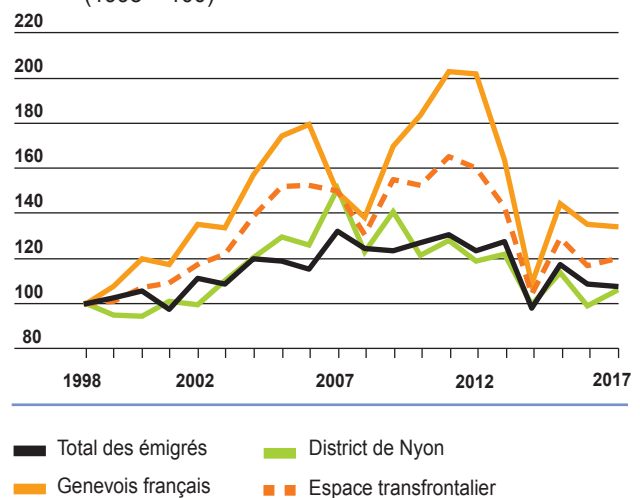
Depuis 2016, le nombre de personnes qui ont quitté le canton de Genève est en baisse. En 2017, 19 600 départs sont enregistrés (19 900 en 2016 et 21 400 en 2015). Parmi eux, 8 % s'installent dans le district de Nyon et 10 % dans le Genevois français. Parmi ces derniers, deux tiers sont de nationalité suisse. Si le nombre total d'émigrés est exhaustif, les résultats par destination sont partiels, tous les émigrés n'indiquant pas le lieu de leur nouvelle résidence.

**G 02 - Répartition de la population du Genevois français par classe d'âges selon le lieu de résidence antérieure, en % (1<sup>er</sup> janvier 2015)**



Note : 39 % des personnes habitant dans le Genevois français au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et qui résidaient en Suisse un an auparavant ont entre 25 et 39 ans.

**G 03 - Evolution du nombre d'émigrés du canton de Genève, par destination (1998 = 100)**



## Conditions de vie

En 2015, la moitié des résidents du Genevois français disposent d'un revenu supérieur à 28 730 euros, un montant supérieur de 35 % à celui observé en région Auvergne-Rhône-Alpes. Ce constat atteste de la présence d'une population plutôt favorisée tirant très souvent ses ressources du travail frontalier.

Ce niveau élevé de revenu va toutefois de pair avec d'importantes inégalités sociales. En 2016, plus de 13 500 foyers à bas revenus résident dans le Genevois français perçoivent des allocations de la Caisse d'allocations familiales (CAF) destinées à compenser leurs difficultés financières ou sociales. Signe de la tension affectant le marché du logement, 35 % d'entre eux perçoivent une aide au logement et vivent en HLM, soit 7 points de plus qu'en France métropolitaine.

Le revenu de solidarité active<sup>1</sup> (RSA), entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2009, constitue le principal dispositif d'insertion destiné aux moins de 65 ans. En 2016, le nombre d'allocataires qui perçoivent le RSA socle a légèrement diminué dans le Genevois français, comme au niveau national. Ils sont ainsi 3 970 à bénéficier de cette aide contre 4 040 un an auparavant (soit - 1,6 %). Un tiers réside dans les communes d'Annemasse et de Gaillard. En tenant

compte des autres membres du foyer, le nombre de personnes couvertes par ce dispositif diminue également (6 980, soit - 2,2 % par rapport à 2015). Cette baisse est un peu plus faible que celle observée au niveau régional (- 3,4 %). Elle a été beaucoup plus marquée dans la zone d'emploi voisine d'Annecy (- 8,3 %).

Dans le canton de Genève, le taux d'aide sociale au sens large s'établit à 14,3 % en 2016, en augmentation par rapport à 2015, où il était de 14,0 %. Le nombre de bénéficiaires s'élève ainsi à 69 100 personnes, dont un quart (17 400) sont âgées de moins de 18 ans. Ce taux atteint 23,0 % à Vernier, 20,0 % à Carouge et 19,3 % à Chêne-Bourg. Il est globalement plus élevé dans les grandes communes que dans les petites. Le taux d'aide sociale au sens large, calculé par l'Office fédéral de la statistique, porte sur la part des habitants du canton de Genève qui ont bénéficié d'au moins une des prestations suivantes : prestations complémentaires cantonales à l'AVS et l'AI (assurance-vieillesse, survivants et assurance-invalidité), avance de pensions alimentaires, prestations complémentaires familiales et aide sociale économique. Une personne qui reçoit plusieurs prestations n'est comptabilisée qu'une seule fois.

---

<sup>1</sup> Le RSA sans majoration (dit RSA socle) apporte un complément de revenu aux personnes sans ressources ou à faibles revenus d'activité.

# MARCHÉ DU TRAVAIL

## Emploi et établissements

En 2016<sup>2</sup>, l'emploi en France métropolitaine progresse plus vigoureusement (+ 0,9 %) après la faible hausse de 2015 (+ 0,4 %) et une année 2014 morose sur le plan économique. Les créations d'emploi s'accroissent également en région Auvergne-Rhône-Alpes. En Suisse, l'emploi continue d'augmenter, de manière cependant moins marquée que les années précédentes : + 0,8 % en 2016, après + 1,3 % en 2015 et + 1,0 % en 2014.

### **Dans le Territoire franco-valdo-genevois, la croissance de l'emploi retrouve de la vigueur en 2016**

Au sein du Territoire franco-valdo-genevois, l'emploi augmente bien plus vite au cours de l'année 2016 qu'en 2015 (+ 1,3 % après + 0,5 %). Les tendances sont cependant différentes au sein des sous-territoires. L'emploi croît de manière très soutenue dans le canton de Vaud (+ 2,8 %), tandis qu'il reste stable dans celui de Genève. Du côté français, la bonne orientation de la conjoncture transparaît dans les évolutions enregistrées dans l'Ain et en Haute-Savoie. Le nombre d'emplois y augmente respectivement de 0,8 % et de 1,1 % au cours de l'année 2016, soit 5 200 emplois supplémentaires en un an pour ces deux départements réunis. Ces augmentations confortent celles intervenues en 2015.

Les estimations disponibles pour l'année 2017 confirment cette dynamique positive. Pour la troisième année consécutive, l'emploi salarié reste en hausse dans l'Ain (+ 1,3 %) et il augmente vivement en Haute-Savoie (+ 3,1 %). Il s'agit de la hausse la plus élevée depuis la sortie de crise au début de la décennie. En 2017, la croissance de l'emploi total est de retour à Genève (+ 2,4 %) et se confirme dans le canton de Vaud (+ 1,3 %).

### **L'emploi repart dans le Genevois français**

Dans la zone d'emploi du Genevois français, l'emploi reprend sa progression (+ 1,2 % au cours de l'année 2015<sup>3</sup>) après une pause en 2014, venue interrompre quatre années de croissance soutenue. Ce rebond est surtout imputable au tertiaire marchand. Le secteur a créé plus d'un millier d'emplois salariés pendant l'année 2015 (+ 2,5 %). Le nombre d'emplois continue d'augmenter dans le tertiaire non marchand mais recule de nouveau dans la construction. La reprise s'observe aussi dans la zone d'emploi d'Annecy.

Fin 2015, les établissements présents dans le Genevois français totalisent 83 700 postes dont la majeure partie relève d'activités tertiaires (76 %). L'administration, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale forment un socle d'emplois im-

---

<sup>2</sup> Données provisoires.

<sup>3</sup> Dernière année disponible.

portant, avec plus de 26 600 salariés, suivis par le secteur du commerce, des transports et de l'hébergement-restauration (24 500 postes). Hors intérim, l'industrie emploie 16 % des salariés à fin 2015, dont 3 800 dans le domaine de la métallurgie et fabrication de produits métalliques et 2 250 dans la fabrication de denrées alimentaires et de boissons. Le tissu productif du Genevois français se compose essentiellement d'établissements de petite taille. En 2015, moins de 9 % des postes salariés sont occupés au sein d'établissements de plus de 250 salariés.

### Près de 40 000 établissements en activité dans le canton de Genève

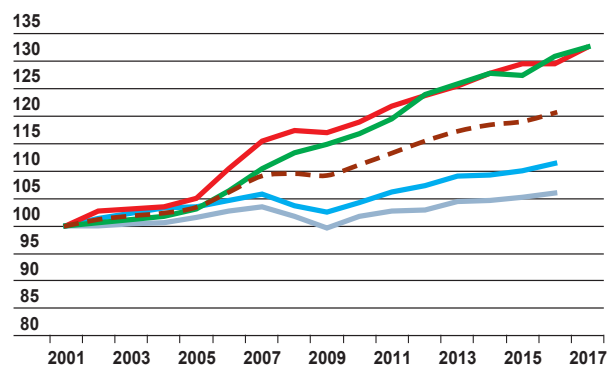
Dans le canton de Genève, en 2015, on dénombre 39 900 établissements, soit 2,2 % de plus qu'en 2014. Ces établissements regroupent 369 600 emplois (salariés ou non) correspondant à 311 400 emplois exprimés en équivalent plein temps (EPT). Ces effectifs incluent les emplois dans les activités extraterritoriales (27 700 emplois), qui comprennent les organisations internationales, les consulats et les missions permanentes.

En 2015, le nombre d'emplois dans le secteur secondaire (46 300 emplois) diminue de 1,3 % alors qu'il avait augmenté en 2014. Il recule de 1,9 % dans l'horlogerie et progresse de 0,9 % dans la construction, qui couvre les activités du bâtiment, génie civil et autres travaux de construction spécialisés. Le secteur tertiaire constitue le principal employeur avec 321 600 emplois. Ses effectifs augmentent de 4 300 unités en 2015 (soit + 0,7 %, après une hausse de 1,4 % en 2014). Parmi les principales branches d'activité, les plus fortes augmentations (supérieures à 3 %) sont enregistrées dans les activités extraterritoriales, les activités de services administratifs et de soutien et la santé humaine et action sociale. Le commerce de détail fléchit légèrement en 2015 (- 0,6 %) et le commerce de gros recule fortement (- 4,6 %).

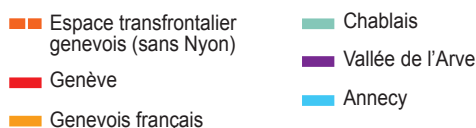
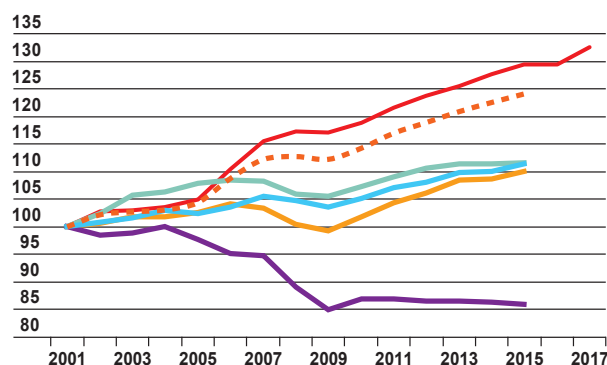
En 2015, le district de Nyon regroupe 43 400 emplois répartis dans 7 300 établissements. Le secteur tertiaire représente 81 % des emplois. A titre comparatif, il correspond à 78 % des emplois dans l'ensemble du canton de Vaud et à 87 % des emplois dans le canton de Genève.

## G 04 - Evolution de l'emploi (fin 2001 = 100)

### Territoire franco-valdo-genevois



### Espace transfrontalier genevois et zones d'emploi voisines



## Frontaliers et navetteurs

### En 2015, plus de 110 000 résidents de l'Ain et de la Haute-Savoie travaillent en Suisse

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, près de 184 700 personnes habitent en France et exercent leur activité professionnelle en Suisse. Un peu moins de la moitié (47 %) résident dans le Genevois français, soit 87 000 personnes. Le Genevois français est la zone d'emploi française qui compte le plus de navetteurs entre ces deux pays, loin derrière suivent les zones d'emploi de Saint-Louis (12 %) et de Mulhouse (7 %), en Alsace. Les actifs transfrontaliers qui résident dans le Genevois français travaillent en très large majorité dans le canton de Genève (78 000), avec lequel la zone d'emploi partage près de 100 km de frontière. La ville de Genève polarise à elle seule 71 % des déplacements. La deuxième commune de destination au sein du canton est celle de Meyrin, où est implanté l'aéroport de Genève. Le reste des navettes du Genevois français vers la Suisse se fait principalement en direction du canton de Vaud (7 900), Nyon constituant la principale destination de travail (27 %), devant Lausanne (19 %) et Gland (7 %).

Avec la périurbanisation, les personnes qui habitent hors des frontières du canton de Genève tout en y travaillant résident dans un rayon de plus en plus large. Cette emprise territoriale va bien au-delà

des limites de la zone d'emploi du Genevois français. Aujourd'hui, la commune d'Annecy alimente le deuxième plus gros flux de navetteurs à destination de Genève (4 800 actifs transfrontaliers) après celle d'Annemasse (5 700). Viennent ensuite les communes frontalières de Saint-Julien-en-Genevois, Gaillard ou encore de Saint-Genis-Pouilly et Ferney-Voltaire dans l'Ain. Au total, quelque cent-vingt communes françaises voient partir quotidiennement au moins un quart de leurs actifs dans le canton de Genève.

Durant la période 2010-2015, les flux transfrontaliers de l'Ain et de la Haute-Savoie en direction du canton de Vaud s'intensifient nettement (+ 10,1 % par an en moyenne, contre + 3,6 % pour ceux à destination du canton de Genève). Les résidents du Genevois français travaillant dans le canton de Vaud se concentrent surtout dans le nord du Pays de Gex. Divonne-les-Bains et Gex figurent parmi les communes de résidence privilégiées (respectivement, 1 320 et 1 240 navetteurs). Les navettes vers le canton de Vaud sont également nombreuses au départ de la zone d'emploi du Chablais, desservie par des liaisons lacustres (Thonon-les-Bains : 950 ; Evian-les-Bains : 910).

Au final, en 2015, plus de 110 000 personnes effectuent des déplacements domicile-travail des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie vers la Suisse. Ce flux a progressé de 4 270 personnes par an en moyenne depuis 2010.

### Presque 30 000 personnes viennent travailler à Genève depuis un autre canton

Fin 2016, 27 600 actifs domiciliés dans un autre canton suisse viennent travailler à Genève. Neuf navetteurs sur dix résident dans le canton de Vaud (24 700), et plus particulièrement dans le district de Nyon (14 600). De manière générale, les navetteurs utilisent le train (53 %) ou la voiture (42 %). Par ailleurs, 1 900 fonctionnaires internationaux habitant dans un autre canton travaillent à Genève.

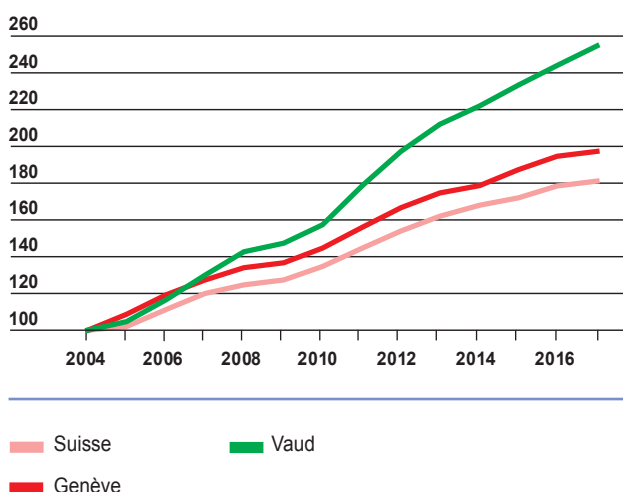
### La croissance du nombre de frontaliers étrangers actifs dans le canton de Genève ralentit

Parmi les 315 800 frontaliers étrangers actifs<sup>4</sup> en Suisse à fin 2017, 26 % travaillent dans le canton de Genève (82 100 personnes) et 10 % dans le canton de Vaud (30 600).

La croissance du nombre de frontaliers étrangers actifs dans le canton de Genève ralentit nettement entre 2016 et 2017 : + 1,5 %, comparativement à + 3,9 % un an plus tôt. Ce mouvement s'observe également à l'échelon national. Le canton de Vaud connaît, quant à lui, une augmentation importante (+ 4,7 %) de ses frontaliers étrangers actifs.

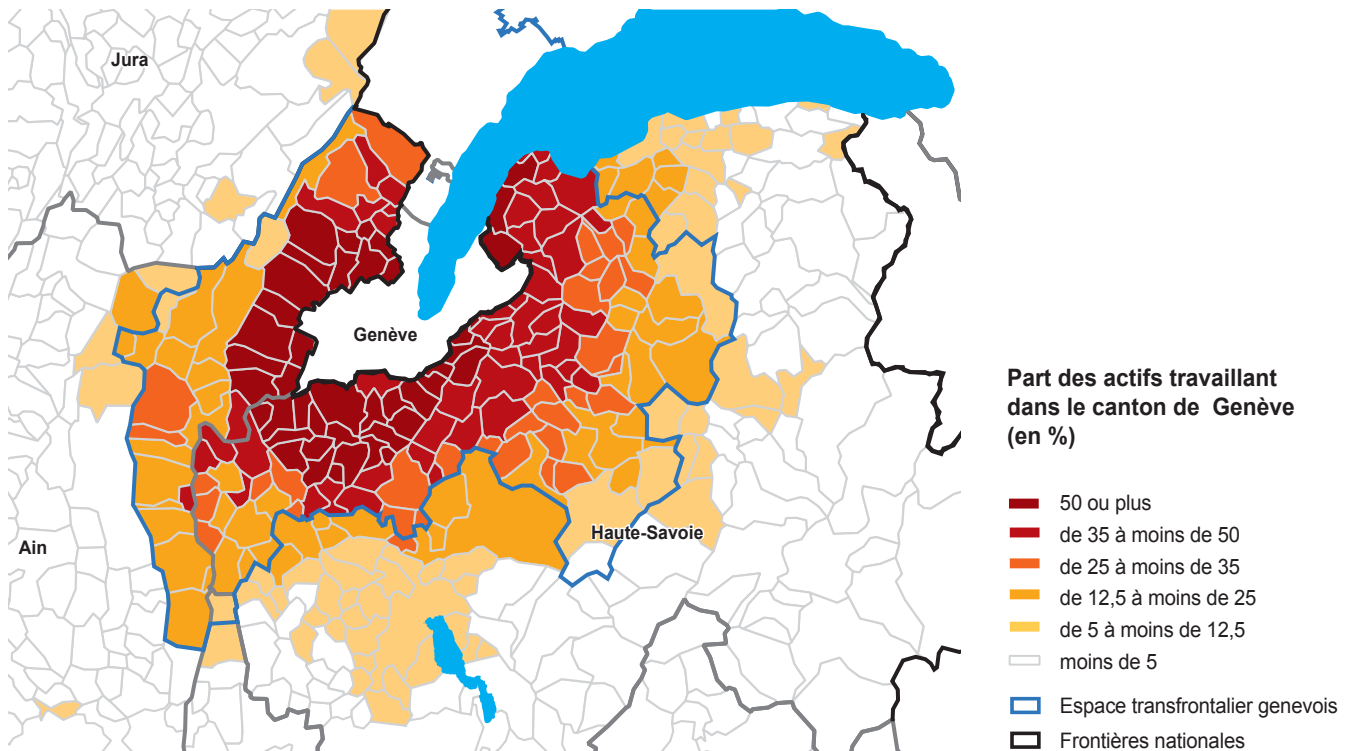
Fin 2017, à Genève, les frontaliers étrangers actifs sont principalement employés dans les branches du commerce (15 %), de la santé humaine et action sociale (13 %) et de l'industrie manufacturière (12 %).

G 05 - Evolution du nombre de frontaliers étrangers en activité en Suisse (fin 2004 = 100)

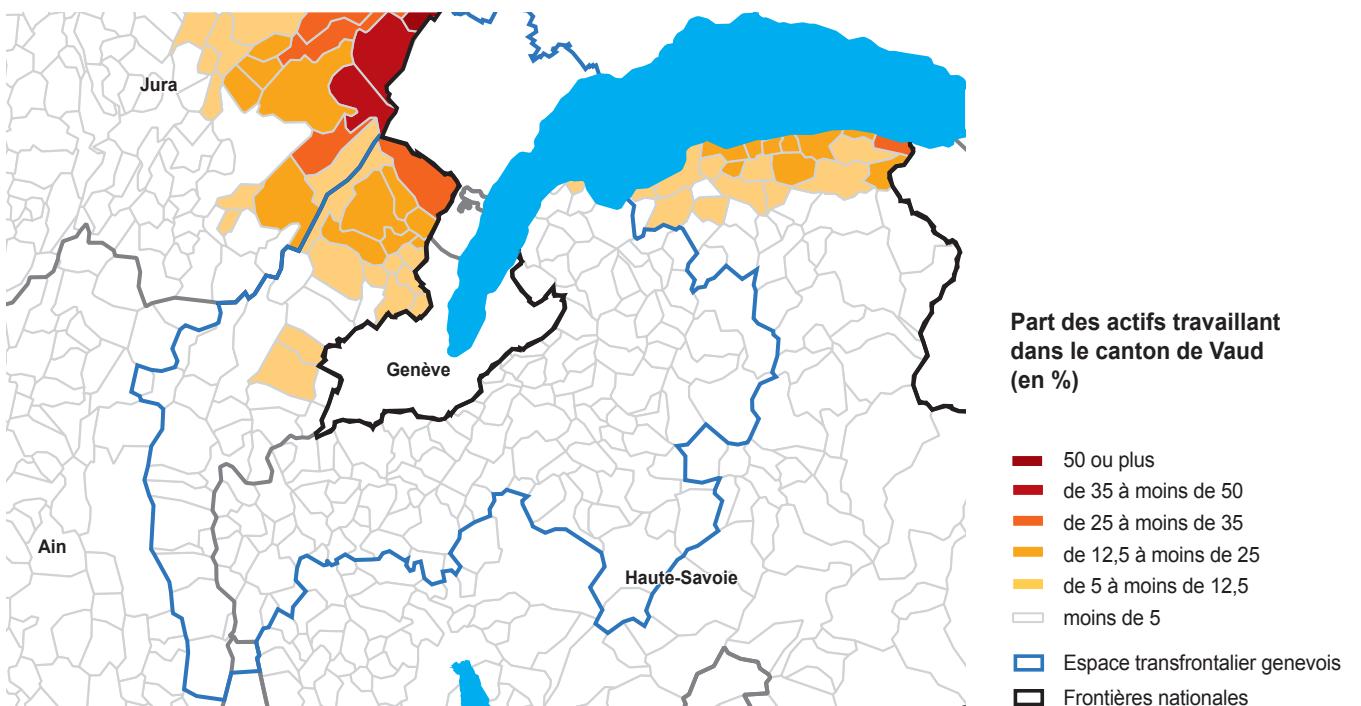


<sup>4</sup> Les frontaliers étrangers actifs sont des personnes qui ne résident pas en Suisse et qui ont besoin d'un permis de travail (permis frontalier) pour y exercer une activité professionnelle. Les personnes de nationalité suisse ou les fonctionnaires internationaux n'en font pas partie.

**C 02 - Part d'actifs travaillant dans le canton de Genève parmi les actifs occupés des communes françaises, en 2015**



**C 03 - Part d'actifs travaillant dans le canton de Vaud parmi les actifs occupés des communes françaises, en 2015**





## Chômage

En France, l'embellie économique amorcée en 2015 se traduit désormais dans les chiffres du chômage. Fin 2017, le taux de chômage en France métropolitaine s'élève à 8,6 %, en repli de 1,1 point par rapport à fin 2016. La même baisse profite à la région Auvergne-Rhône-Alpes, son taux restant un point en dessous de la moyenne nationale. En Suisse, le taux de chômage<sup>5</sup> baisse très légèrement en 2017 (- 0,1 point). Il s'établit à 4,5 % au quatrième trimestre 2017.

### En 2017, une baisse généralisée du chômage

Le recul du chômage s'observe aussi au sein de la région transfrontalière en 2017, tout particulièrement dans les zones d'emploi françaises. Dans celle du Genevois français, le taux de chômage diminue de 0,8 point en 2017, soit davantage qu'au cours des deux années précédentes. Le chômage

touche ainsi 6,8 % de la population active fin 2017. Le taux de chômage se replie aussi fortement dans la vallée de l'Arve (- 1,6 point), ainsi que dans le Chablais (- 1,3 point). L'Ain et la Haute-Savoie, comptant chacun 6,3 % d'actifs au chômage fin 2017, se classent toujours parmi les cinq départements français les moins touchés.

De l'autre côté de la frontière, le chômage diminue légèrement en 2017 après trois années de relative stabilité. En un an, le taux de chômage<sup>6</sup> baisse de 0,3 point dans le canton de Genève : il atteint 5,2 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2017. Le canton de Vaud enregistre une évolution comparable mais le niveau est moins élevé (4,3 %). Après une légère hausse en 2016, le taux de chômage dans le district de Nyon recule de 0,3 point en 2017 pour se fixer à 3,6 %, un taux équivalent à celui observé deux ans plus tôt.

---

<sup>5</sup> Au sens du BIT.

<sup>6</sup> En Suisse, le taux de chômage par canton ne prend en compte que les chômeurs inscrits dans un Office régional de placement (ORP). Son niveau n'est donc pas directement comparable au taux de chômage au sens du BIT et au taux de chômage français.

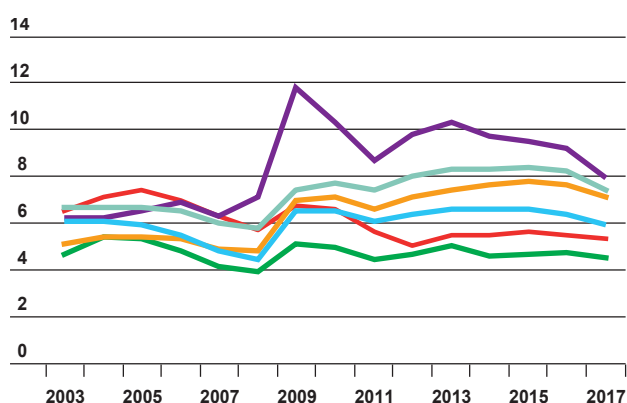
## Le nombre de chômeurs transfrontaliers<sup>7</sup> reste en hausse

Alors que le nombre de chômeurs indemnisés dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie baisse légèrement en 2017, celui des chômeurs transfrontaliers continue d'augmenter. Depuis 2011, le nombre de chômeurs résidant dans l'Ain et la Haute-Savoie et ayant exercé leur dernier emploi en Suisse progresse de façon continue et régulière dans chacun des deux départements. Fin 2017, ce sont près de 11 000 résidents de l'Ain et de la Haute-Savoie qui sont ainsi concernés, soit 7,8 % de plus que fin 2016. Cette hausse s'ex-

plique en partie par l'essor du travail frontalier, qui amène « mécaniquement » un nombre croissant de personnes à s'inscrire en France auprès de Pôle emploi lorsque prend fin leur période d'emploi en Suisse. Entre 2010 et 2015, le nombre de travailleurs transfrontaliers résidant en Haute-Savoie ou dans l'Ain a augmenté de 4,4 % par an.

Fin 2017, les chômeurs transfrontaliers représentent 9,1 % des chômeurs indemnisés de l'Ain et 23,3 % de ceux de Haute-Savoie.

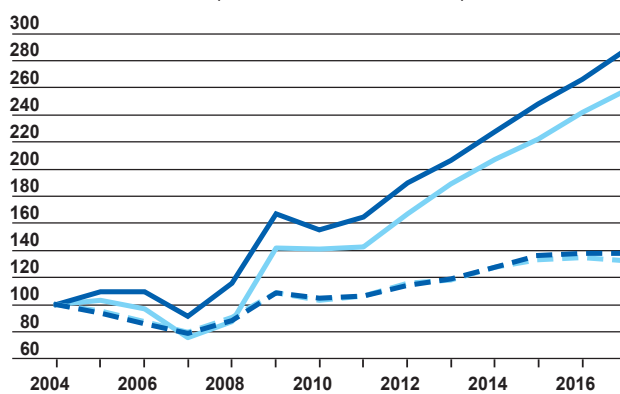
G 06 - Taux de chômage moyen annuel, en %



■ Genève  
■ Vaud  
■ Genevois français  
■ Vallée de l'Arve  
■ Chablais  
■ Annecy

Note : En Suisse, le taux de chômage par canton ne prend en compte que les chômeurs inscrits dans un Office régional de placement (ORP). Son niveau n'est donc pas directement comparable au taux de chômage au sens du BIT et au taux de chômage français.

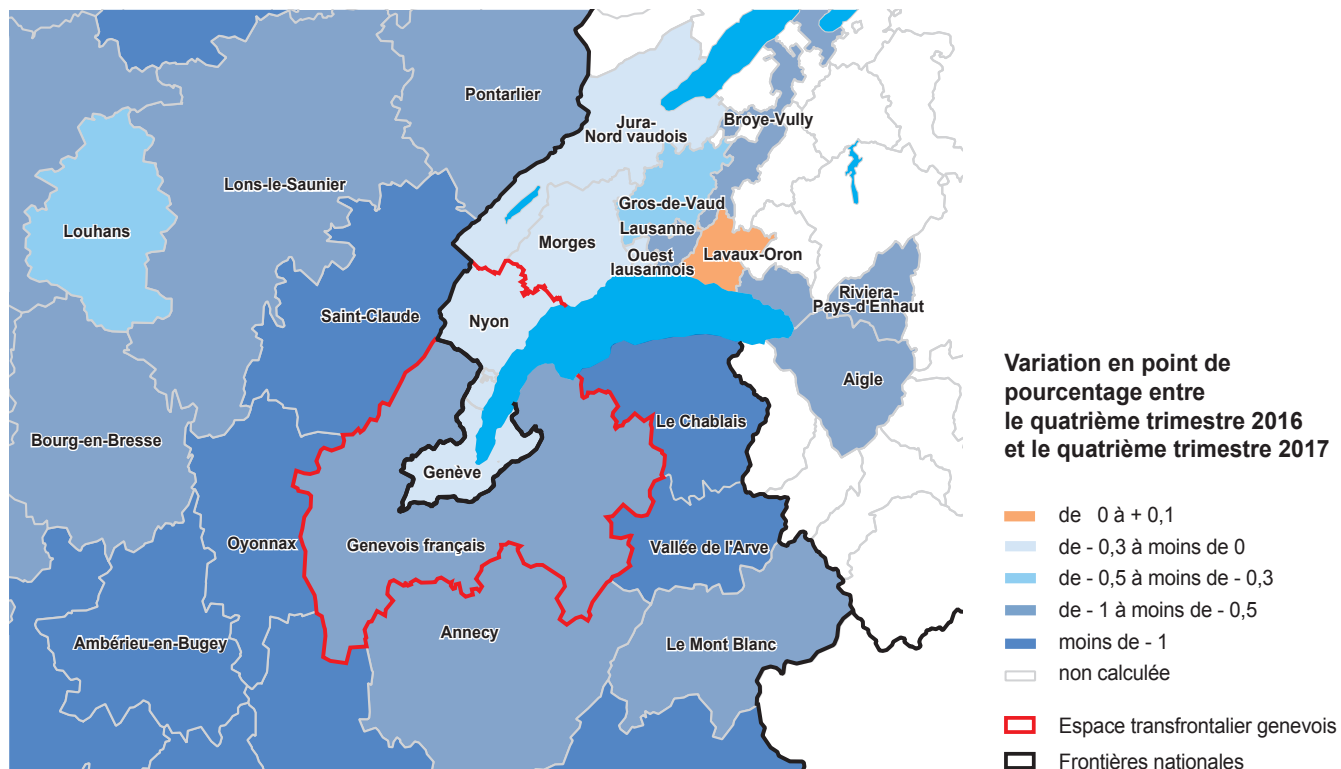
G 07 - Evolution du nombre de chômeurs transfrontaliers indemnisés (4<sup>e</sup> trimestre 2004 = 100)



■ Chômeurs transfrontaliers Ain  
■ Chômeurs transfrontaliers Haute-Savoie  
■ Ensemble chômeurs Ain  
■ Ensemble chômeurs Haute-Savoie

<sup>7</sup> Chômeurs indemnisés par Pôle emploi dont le dernier emploi se trouvait en Suisse, quelle que soit leur nationalité.

**C 04 - Evolution du taux de chômage par zone d'emploi (France) et canton ou district (Suisse)**



# LOGEMENT

Début 2015, 480 700 logements sont recensés dans l'Espace transfrontalier genevois. Le canton de Genève en groupe 47 % (225 200 logements), le Genevois français 44 % (211 200) et le district de Nyon 9 % (44 300).

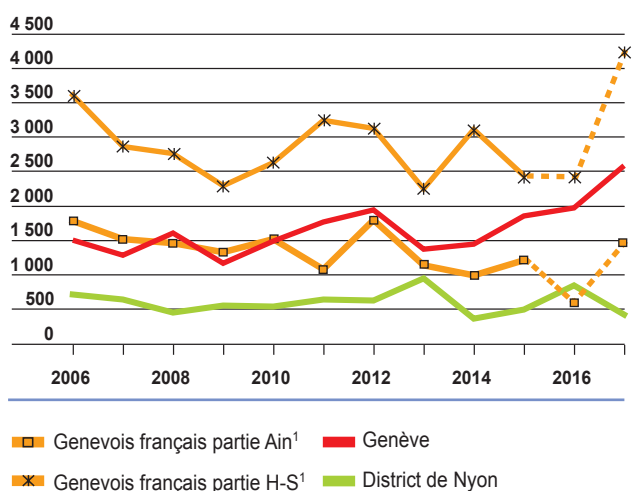
## L'activité dans la construction résidentielle est très soutenue en 2017

En 2017, le nombre de logements mis en chantier au sein de l'Espace transfrontalier est en forte croissance. En France, le secteur de la construction confirme la reprise amorcée en 2016. En Auvergne-Rhône-Alpes, le nombre de logements commencés augmente de 9 % par rapport à 2016 et de nombreux projets de construction voient le jour. L'activité repart dans le Genevois français : les mises en chantier de logements progressent très fortement en 2017, alors qu'elles avaient marqué le pas l'année précédente. Le nombre de logements commencés dans la zone d'emploi atteint ainsi son plus haut niveau en 10 ans. Ce

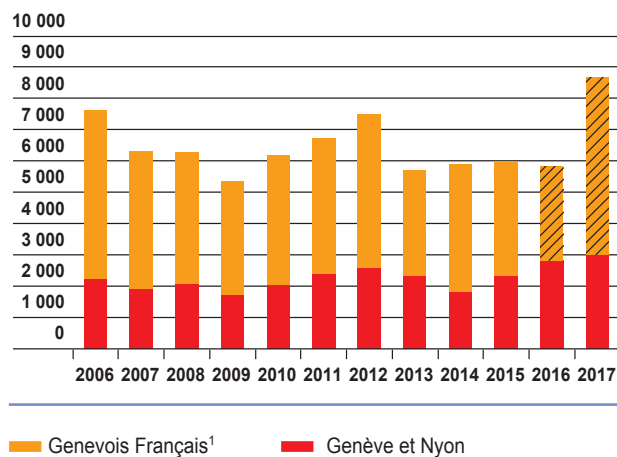
sont ainsi 5 660 constructions de logements qui sont recensées en 2017. Malgré un recul dans la communauté d'agglomération de Thonon, les ouvertures de chantier sont en très forte hausse dans la partie Haute-Savoie et notamment dans la communauté d'agglomération d'Annemasse. Elles progressent aussi de manière soutenue dans le Pays de Gex.

Dans le canton de Genève, l'effort de construction reste intense, contribuant progressivement à fluidifier le marché du logement. En 2017, 2 600 logements ont été mis en chantier dans le canton, un chiffre plus élevé qu'en 2016, et largement supérieur à la moyenne de 1 500 logements observée entre 2000 et 2016. À court terme, le potentiel de construction de logements neufs est considérable. En effet, le nombre de logements en cours de construction à la fin de l'année se fixe à 5 200, un chiffre historiquement élevé et largement supérieur à la moyenne des années 2000 à 2016 (2 800). À noter que le seuil de 5 000 a été dépassé pour la dernière fois en 1989. Les pers-

G 08 - Logements commencés



G 09 - Logements commencés dans l'Espace transfrontalier genevois



<sup>1</sup> Logements commencés en date de prise en compte les deux dernières années et en date réelle pour les autres années.

pectives devraient rester favorables à court terme, le nombre de logements autorisés à la construction en 2017 étant également plus important que la moyenne enregistrée entre 2000 et 2016 (2 700 contre 1 700). Dans le district de Nyon, le nombre de logements mis en chantier en 2017 est faible par rapport à la moyenne calculée durant la période 2000 - 2016 (420 contre 660).

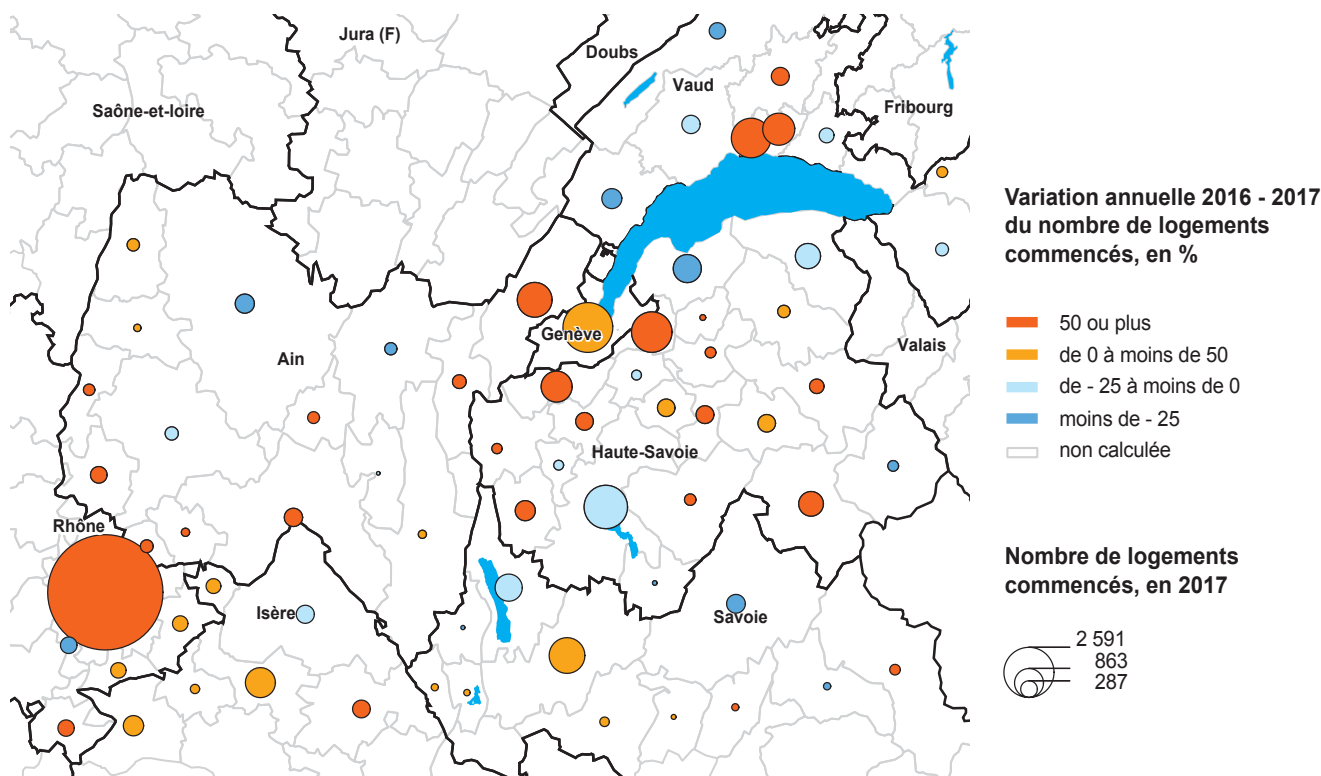
### Dans le Genevois français, la hausse des ventes de logements neufs se poursuit

Sur le plan de la commercialisation de logements neufs, près de 340 maisons et 2 450 appartements ont été réservés au cours de l'année 2017 dans le Genevois français. Le marché reste ainsi orienté à la hausse pour la troisième année de suite, même si les réservations augmentent un peu moins vite.

Les réservations dans le segment collectif (appartements) restent dynamiques dans la partie Ain (+ 18 %), tandis qu'elles ralentissent dans la partie haut-savoyarde (+ 4 % après + 9 %), où se concluent plus des deux tiers des ventes. Le stock de logements neufs proposés à la vente dans le Genevois français diminue, les ventes au cours de l'année 2017 ayant été plus nombreuses que les mises sur le marché.

Dans l'ensemble de la zone d'emploi, le prix moyen des appartements neufs corrigé de l'inflation augmente de 3,5 % entre 2016 et 2017, pour atteindre près de 4 300 euros par m<sup>2</sup> (4 740 francs suisses<sup>8</sup>). Cette même année, les maisons individuelles avec terrain se sont vendues en moyenne 426 000 euros dans la partie Ain (474 000 francs suisses) et 334 000 euros côté haut-savoyard (371 000 francs suisses), soit 22 % de moins.

### C 05 - Construction de logements neufs par établissement public de coopération intercommunale (France), canton ou district (Suisse)



Note: Un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre est une structure administrative destinée à regrouper des communes pour l'exercice de leurs compétences autour d'un projet de développement local et à favoriser l'aménagement du territoire, et disposant du droit de prélever l'impôt. Les EPCI à fiscalité propre exercent des compétences obligatoires, prévues par la loi, et des compétences facultatives confiées par les communes. Ils peuvent être de différentes formes selon leur taille et le nombre de compétences exercées (communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine, métropole).

<sup>8</sup> Taux de change moyen en 2017 : 1 EUR = 1,11 CHF.

## **A Genève, le marché de l'immobilier reste dynamique**

En 2016, 2 600 transactions immobilières ont été réalisées dans le canton de Genève, représentant un montant global de 5,088 milliards de francs (4,577 milliards d'euros). Par rapport au niveau record de 2015, le nombre de transactions diminue de 5 % et leur valeur de 15 %. Les chiffres de 2016 restent toutefois parmi les plus élevés enregistrés depuis 1990, année de la création de la statistique des transactions immobilières.

Le prix de vente médian au m<sup>2</sup> des appartements neufs se fixe à 6 220 francs (5 590 euros). Après avoir déjà baissé de 4 % entre 2014 et 2015, il recule encore de 15 % entre 2015 et 2016. De fortes différences apparaissent selon que la parcelle est située en zone ordinaire ou en zone de développement, où les prix de vente sont contrôlés par l'Etat. Ainsi, en 2016, le prix médian au m<sup>2</sup> est de 9 370 francs (8 420 euros) en zone ordinaire, alors qu'il est de 5 920 francs (5 320 euros) en zone de développement. Pour les appartements non neufs, le prix médian par m<sup>2</sup> s'établit à 8 540 francs au m<sup>2</sup> (7 680 euros) en 2016. Il baisse de 4 % par rapport à 2015, après être resté stable entre 2014 et 2015.

Concernant les maisons individuelles, le prix de vente médian se fixe à 1,570 million de francs (1,412 million d'euros), le même qu'en 2015. Il atteint 1,690 million de francs (1,520 million d'euros) pour une maison non neuve et 1,433 million (1,289 million) pour une neuve. Cet écart de prix est notamment dû à la différence de surface de la parcelle sur laquelle la maison est sise : 322 m<sup>2</sup> en moyenne pour les maisons neuves, contre 957 m<sup>2</sup> pour les non-neuves.

## **Plus de logements sociaux, mais une demande toujours forte**

En un an, le nombre de logements sociaux dans le Genevois français augmente de 4,4 %. Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le parc locatif social regroupe ainsi 24 160 logements, soit plus d'un millier de logements supplémentaires par rapport à l'année précédente. Les parties Ain et Haute-Savoie de la zone enregistrent des hausses relativement proches (4,1 % et 4,5 %) et supérieures à celle observée dans la région Auvergne-Rhône-Alpes durant la même période (+ 1,8 %).

Avec un peu plus de 15 600 logements sociaux, la partie haut-savoyarde concentre près de deux tiers du parc locatif social du Genevois français. Ce secteur reste sous tension, la demande y étant très importante, comme l'illustre le faible taux de vacance. Rapporté au nombre de ménages, le nombre de logements sociaux est nettement plus faible qu'en moyenne nationale (12,3 % contre 16,8 %). La partie Ain ressort à l'inverse mieux dotée (17,6 %).

Dans le canton de Genève, en 2017, le parc de logements subventionnés (selon la Loi générale sur le logement et la protection des locataires) s'établit à 18 100 logements, un chiffre similaire à 2016.

### **Les appartements neufs plus chers côté suisse**

Le différentiel de coût de la vie entre la France et le canton de Genève se reflète, entre autres, dans la valeur des biens immobiliers. En 2015, le prix moyen d'un appartement neuf dans le canton de Genève atteignait 7 580 francs par m<sup>2</sup>. Une fois les différences sur la mesure des surfaces entre la France et la Suisse corrigées<sup>9</sup>, le prix moyen est de 9 070 francs par m<sup>2</sup>, soit 8 490 euros. Dans le Genevois français, la même année, il fallait compter en moyenne 4 100 euros le m<sup>2</sup> pour acquérir un appartement neuf issu d'un programme immobilier d'au moins cinq logements, soit un rapport de 2,1.

Pour en savoir plus :

[https://www.ge.ch/statistique/tel/publications/2018/hors\\_collection/ost/Fiche\\_1\\_2018.pdf](https://www.ge.ch/statistique/tel/publications/2018/hors_collection/ost/Fiche_1_2018.pdf)

### **La croissance démographique, principal facteur d'augmentation du parc de logements dans le Genevois français**

Entre 2010 et 2015, l'offre de logements dans la zone d'emploi du Genevois français s'est développée. Le parc de logements a augmenté de 2,4 % par an en moyenne, soit de 4 800 logements supplémentaires chaque année. La croissance démographique se traduit naturellement par un besoin croissant d'habitations. Elle explique à elle seule 77 % de la hausse du nombre de logements dans le Genevois français entre 2010 et 2015, soit l'équivalent de 3 700 logements supplémentaires. D'autres facteurs, même s'ils contribuent moins, participent aussi à l'augmentation du nombre de logements. Le vieillissement de la population et les changements de mode de cohabitation (vie en couple plus tardive, séparations plus fréquentes...) font par exemple baisser la taille moyenne des ménages dans le Genevois français. Ainsi, même si la population n'augmentait pas, il faudrait mécaniquement plus de logements pour abriter un nombre équivalent de personnes. Dans le canton de Genève, l'évolution des comportements de cohabitation va plutôt en faveur d'une plus forte concentration des personnes au sein des logements durant la période 2000-2015.

<sup>9</sup> La définition de la surface prise en compte n'est pas la même en Suisse et en France. La largeur des murs est notamment prise en compte dans les surfaces en Suisse, mais pas en France. Il a donc été estimé que 100 m<sup>2</sup> à Genève équivalent à une surface de 84 m<sup>2</sup> en France.

## Chiffres clés

	Territoire franco-valdo-genevois					Espace transfrontalier genevois				
	Total	Ain	Haute-Savoie	Genève	Vaud	Total	Genève	ZE Genevois français	Genève	District de Nyon
<b>Population (début d'année)</b>										
2010	2 490 800	597 300	738 100	457 600	697 800	912 800	457 600	369 300	457 600	85 900
2015	2 663 700	631 900	793 900	482 500	754 400	988 800	482 500	413 100	482 500	93 200
Evolution annuelle moyenne 2010-2015	1,4 %	1,1 %	1,5 %	1,1 %	1,6 %	1,6 %	1,1 %	2,3 %	1,1 %	1,7 %
<b>Emploi (fin d'année)</b>										
2011	1 274 600	212 600	298 200	354 500	409 300	493 400	354 500	99 000	354 500	39 900
2012	1 290 200	212 700	301 800	357 600	418 100	499 400	357 600	100 700	357 600	41 100
2013	1 307 500	215 900	306 600	360 200	424 800	505 400	360 200	103 000	360 200	42 200
2014	1 320 400	216 200	306 800	366 000	413 400	511 900	366 000	103 100	366 000	42 800
2015	1 331 300	217 600	309 200	369 600	434 900	517 400	369 600	104 400	369 600	43 400
Evolution annuelle moyenne 2011-2015	1,1 %	0,6 %	0,9 %	1,0 %	1,5 %	1,2 %	1,0 %	1,3 %	1,0 %	2,1 %
<b>Taux de chômage* (4<sup>e</sup> trimestre)</b>										
2013	n.d.	7,0 %	7,3 %	5,5 %	5,1 %	n.d.	5,5 %	7,3 %	5,5 %	4,3 %
2014	n.d.	7,4 %	7,6 %	5,4 %	4,6 %	n.d.	5,3 %	7,8 %	5,3 %	3,3 %
2015	n.d.	7,3 %	7,4 %	5,6 %	4,7 %	n.d.	5,6 %	7,7 %	5,6 %	3,6 %
2016	n.d.	7,3 %	7,2 %	5,5 %	4,7 %	n.d.	5,5 %	7,5 %	5,5 %	3,9 %
2017	n.d.	6,3 %	6,3 %	5,2 %	4,3 %	n.d.	5,2 %	6,8 %	5,2 %	3,6 %
<b>Nombre de logements commencés**</b>										
2013	18 600	5 100	7 500	1 400	4 600	5 700	1 400	3 400	1 400	900
2014	18 000	4 600	7 600	1 400	4 400	5 900	1 400	4 100	1 400	400
2015	19 200	4 400	8 500	1 900	4 400	6 000	1 900	3 600	1 900	500
2016	19 600	4 100	9 700	1 900	3 900	5 800	1 900	3 000	1 900	900
2017	23 700	4 700	11 400	2 600	5 000	8 700	2 600	5 700	2 600	400

\* Les taux de chômage français et suisse se fondent sur des définitions différentes, ce qui rend leur comparaison délicate.

\*\* Départements : estimations en date réelle ; zone d'emploi : données en date réelle pour les années 2013 à 2015, en date de prise en compte pour les années 2016 et 2017.

Source : Observatoire statistique transfrontalier





## Liste et sources des graphiques et des cartes

- G 01 – Evolution de la population depuis 2001 (janvier 2001 = 100)  
Sources : INSEE – Recensement de la population, Estimations de population (F), OCSTAT , Statistique cantonale de la population (GE), Statistique-Vaud (VD)
- G 02 – Répartition de la population du Genevois français par classes d'âges selon le lieu de résidence antérieure (au 1<sup>er</sup> janvier 2015)  
Source : Insee – Recensement de la population
- G 03 – Evolution du nombre d'émigrés du canton de Genève, par destination (début 1999 = 100)  
Source : OCSTAT – Statistique cantonale de la population
- G 04 – Evolution de l'emploi (fin 2001 = 100)  
Sources : Insee – estimations d'emploi (F), OFS – Statistique de l'emploi (CH)
- G 05 – Evolution du nombre de frontaliers étrangers en activité en Suisse (fin 2004 = 100)  
Source : SECO (CH)
- G 06 – Taux de chômage moyen annuel, en %  
Source : Pôle Emploi (F), SECO (CH)
- G 07 – Evolution du nombre de chômeurs transfrontaliers indemnisés (4<sup>e</sup> trimestre 2004 = 100)  
Source : Pôle Emploi (F)
- G 08 – Logements commencés  
Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS , Statistique des bâtiments et logements (VD)
- G 09 – Logements commencés dans l'Espace transfrontalier genevois  
Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS , Statistique des bâtiments et logements (VD)
- C 01 – Population par commune et variation annuelle moyenne 2010-2015  
Sources : INSEE - Recensement de la population (F), OFS - Statistique de la population (CH)
- C 02 – Part d'actifs travaillant dans le canton de Genève parmi les actifs occupés des communes françaises, en 2015  
Source : INSEE – Recensement de la population
- C 03 – Part d'actifs travaillant dans le canton de Vaud parmi les actifs occupés des communes françaises, en 2015  
Source : INSEE – Recensement de la population
- C 04 – Évolution du taux de chômage par zone d'emploi (France) et canton ou district (Suisse)  
Sources : INSEE (F), SECO (CH)
- C 05 – Construction de logements neufs par établissement public de coopération intercommunale (F) , canton ou district (CH)  
Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS – Statistique des bâtiments et logements (VD)

## Publications de l'Observatoire statistique transfrontalier

### Fiches thématiques

Les ménages dans l'Espace transfrontalier genevois  
(Fiche 2-2018), OST, 2018

Transactions et prix de l'immobilier dans la zone d'influence genevoise  
(Fiche 1-2018), OST, 2018

Les conditions de vie dans le bassin genevois  
(Fiche 1-2017), OST, 2017

L'activité des aéroports de Lyon-Saint Exupéry et de Genève  
(Fiche 4-2016), OST, 2016

Projections démographiques 2016 - 2040 pour l'espace transfrontalier genevois  
(Fiche 3-2016), OST, 2016

La structuration du bassin franco-genevois par les flux domicile-travail  
(Fiche 2-2016), OST, 2016

L'agglomération genevoise en comparaison européenne :  
résultats 2012-2013 de l'Audit urbain (Fiche 1-2016), OST, 2016

Tissu productif : porté par le secteur des services marchands,  
il affiche de forts contrastes territoriaux (Fiche 1-2015), OST, 2015

Revenus fiscaux des ménages du Genevois français (Fiche 3-2014), OST, 2014

Conditions d'habitation dans l'Espace transfrontalier genevois  
(Fiche 2-2014), OST, 2014

Parc de logements et bâtiments dans l'Espace transfrontalier genevois  
(Fiche 1-2014), OST, 2014

Les ménages actifs de la zone d'emploi du Genevois français face au travail frontalier  
(Fiche 4-2013), OST, 2013

Profil des actifs transfrontaliers de la zone d'emploi du Genevois français  
(Fiche 3-2013), OST, 2013

La Genève transfrontalière en comparaison européenne: résultats de l'Audit urbain 2007-2009  
(Fiche 2-2013), OST, 2013

Précarité dans l'Espace transfrontalier genevois  
(Fiche 1-2013), OST, 2013

Projections démographiques 2011-2040 pour l'Espace transfrontalier genevois  
(Fiche 1-2012), OST, 2012

*Liste complète sur [www.statregio-francosuisse.net](http://www.statregio-francosuisse.net)*

### Synthèses annuelles

2002 à 2017

### Cette Synthèse 2018 a été réalisée avec la collaboration des institutions ou services suivants :

Office fédéral de la statistique (OFS)

Statistique Vaud (STATVD)

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Auvergne-Rhône-Alpes  
(DREAL)

Direction des Statistiques, Enquêtes et Prévisions de Pôle Emploi



**CRFG**  
comité régional franco-genevois  
www.crfginfo.org

Créé à l'initiative du Comité régional franco-genevois, l'Observatoire statistique transfrontalier (OST), qui couvre les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie, et les cantons suisses de Genève et de Vaud, est mis en œuvre par les institutions statistiques territorialement concernées : l'INSEE Auvergne-Rhône-Alpes et l'Office cantonal de la statistique du canton de Genève. Statistique Vaud met à disposition ses données.

Institué en 2001 dans la perspective de l'entrée en vigueur des accords bilatéraux afin d'en mesurer les effets, ceux-ci, ne pouvant que grandir avec les étapes successives d'application, l'Observatoire répond aussi aux besoins d'information nécessaires à la description, à la compréhension et au pilotage d'une région frontalière en développement.

L'Observatoire statistique transfrontalier est un organe de la statistique publique, dont il applique les principes fondamentaux. Il assure le caractère public de l'information statistique élaborée (mise à disposition, clarté des concepts et des méthodes, etc.). Il bénéficie de l'indépendance scientifique et veille à l'impartialité dans l'établissement et la présentation des informations.

## Pour toute information

Site web de l'OST : [www.statregio-francosuisse.net](http://www.statregio-francosuisse.net)

**Institut national de la statistique et des études économiques**  
**Direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes**  
165, rue Garibaldi  
69401 Lyon Cedex 03  
Téléphone : +33 9 72 72 4000  
Messagerie : [insee-contact@insee.fr](mailto:insee-contact@insee.fr)  
Internet : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)



**Département des finances et des ressources humaines**  
**Office cantonal de la statistique (OCSTAT)**  
82, route des Acacias  
Case postale 1735 - 1211 Genève 26  
Téléphone : +41 22 388 75 00  
Messagerie : [statistique@etat.ge.ch](mailto:statistique@etat.ge.ch)  
Internet : [www.ge.ch/statistique](http://www.ge.ch/statistique)

